



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

31 août 2016

L'actualité est dominée par les réactions de l'ancien Président Marc Ravalomanana concernant l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée. Se disant contre cette proposition, l'ex Chef d'Etat suggère tantôt un référendum, tantôt un dialogue politique. A ce propos, les acteurs qui ont participé à l'atelier organisé dans le cadre des préparatifs des élections de 2018, ont émis des recommandations. Parmi elles figure la mise en place d'un espace de dialogue entre les partis politiques.

Politique interne

ATELIER MULTI-ACTEURS : POUR LA MISE EN PLACE D'UN ESPACE DE DIALOGUE POLITIQUE

L'atelier multi-acteurs organisé en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, le PNUD et l'Union africaine ; dans le cadre des préparatifs des élections de 2018, a pris fin hier. Des recommandations communes sont sorties de cet atelier, à destination notamment de la Commission Electorale Nationale Indépendante. Ainsi, les partis politiques recommandent le plafonnement des dépenses de campagne, ce qui implique la révision des textes électoraux. Ils ont également suggéré la mise en place d'un espace de dialogue entre les partis politiques. Cependant, les détails concernant ces recommandations ont été omis de la version rendue publique. Cela intrigue dans la mesure où les acteurs politiques malgaches excellent dans l'art d'interpréter à leur guise les termes d'un accord ou recommandations sommaires. En outre, aucune échéance temporelle n'a été définie quant à leur concrétisation, bien qu'un comité technique de suivi soit prévu. (L'Express de Madagascar, p. 3)

- Il a été question plutôt, d'encourager le rapprochement entre les partis politiques, afin de constituer des grands partis forts. Aussi, le PNUD a exhorté la mise en place d'un espace de concertation et de dialogue permanent entre les partis politiques. De leur côté, les parties malgaches ont exhorté la Communauté internationale à les accompagner dans la tenue d'un atelier en vue de l'achèvement de la Feuille de route. (Midi Madagasikara, p. 3)
- Cet atelier a pu mettre en avant le rôle des partis politiques dans la divergence d'opinions, s'est exprimé le Secrétaire général du parti au pouvoir HVM, Henry Rabary-Njaka. De ce fait, il a invité l'opposition à se prononcer officiellement, pour que les places destinées à cette Opposition officielle soient occupées au sein du Parlement. (Madagascar-Laza, p. 3)

RENCONTRE ENTRE L'AMBASSADEUR DE L'UNION EUROPEENNE ET MARC RAVALOMANANA

Une rencontre informelle entre l'ancien Président Marc Ravalomanana et l'Ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, SEM Antonio Sanchez Benedito s'est tenue hier au siège de l'Ambassade. D'après les explications de l'ex Chef d'Etat malgache, l'entrevue a porté sur la conjoncture nationale et sur les termes de l'entretien entre lui et l'envoyé spécial de la Communauté de Développement des Etats d'Afrique Australe (SADC), Joaquim Chissano, lors de son passage dans la Grande Île récemment. D'après les explications de Marc Ravalomanana, l'émissaire de la SADC s'est vu rappeler les engagements contenus dans la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Feuille de route de sortie de crise, selon lesquels tous les actes et décisions du Tribunal antérieur à ce texte seraient nuls. Marc Ravalomanana entend maintenant, réengager la Communauté internationale pour que ces accords politiques soient appliqués dans leur intégralité. Par ailleurs, en réactions à la proposition du Mouvement « Mitsangana Ry Malagasy » d'organiser des élections présidentielles anticipées, l'ancien Président Marc Ravalomanana s'est dit contre, mais propose soit un nouvel accord politique unanime, soit la tenue d'un référendum. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara, p. 3)

- *Marc Ravalomanana se positionne en accord avec la déclaration de l'Union africaine, en indiquant que l'appui et le partenariat avec la Communauté internationale sont indispensables. « Leur aide a toujours été requise à chaque élection », a-t-il rappelé. (Madagascar-Laza, p. 2)*
- *L'ancien Président Marc Ravalomanana a invité la Communauté internationale à prendre ses responsabilités vis-à-vis des élections futures. La question est de savoir, en effet, qui va financer ce référendum proposé par l'ancien Président, et ces élections présidentielles anticipées. (Midi Madagasikara, p. 3)*
- *L'Union africaine avait évoqué la question du financement comme obstacle à la tenue d'élections anticipées. En réplique, Hajo Andrianainarivelo du parti MMM estime que la Communauté internationale ne devrait pas intervenir, puisque la décision revient aux Malgaches d'attendre ou non les élections présidentielles de 2018. D'autant que le problème ne se situe pas au niveau du financement, mais de la volonté politique des dirigeants à organiser des élections anticipées. (Les Nouvelles, p. 3)*
- *La Représentante Résidente du PNUD, Violette Kakyomya a fait savoir que les Nations Unies sont contre la tenue d'élections présidentielles anticipées. (Midi Madagasikara, p. 3)*

Economie et société

AFFAIRE ANDOHATAPENAKA : LE CONSEIL D'ETAT S'EST DECLARE INCOMPETENT

Le recours déposé auprès du Conseil d'Etat, par les propriétaires des maisons démolies à Andohatapenaka, a tourné court. Le Conseil d'Etat s'est déclaré incompétent à juger l'affaire au profit du tribunal judiciaire. Et pour cause, le terrain sur lesquelles les maisons ont été bâties fait partie du domaine privé de l'Etat. Par conséquent, la demande de sursis à exécution de l'opération de démolition entreprise sur ce site prévu accueillir le Village de la Francophonie, a été rejetée. Etant donné que le Village en question ne sera pas construit à temps, les terrains ne seront donc pas affectés à leur destination initiale et les motifs d'expropriation et d'expulsion ne sont plus valables. La question se pose ainsi de savoir s'il n'est pas utile de dédommager les propriétaires. D'ailleurs, il est prévu qu'après le Sommet de la Francophonie, les constructions érigées sur le site seront certainement vendues à des particuliers. (Midi Madagasikara, p. 2)

AIR MADAGASCAR : 400 EMPLOYES A LICENCIER

Les grandes lignes du mémorandum relatif à l'obtention de la Facilité Elargie de Crédit au niveau du Fonds Monétaire International, adressé par le gouvernement malgache le 21 juillet dernier, prévoit une grande restructuration au sein de la compagnie Air Madagascar. Il y est

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



mentionné que « pour rétablir la rentabilité opérationnelle de la compagnie d'ici fin 2016, plusieurs mesures sont mises en œuvre, dont la restructuration de son programme de vols ; l'accroissement de ses partenariats en réseau, la réduction des coûts d'entretien et de distribution, et la réduction des effectifs du personnel de 30 % environ », soit le licenciement de 400 salariés. Plus d'un se demande si ces mesures sont prises en vue d'une éventuelle privatisation de la compagnie. D'ailleurs, le mémorandum a fait part de la décision du gouvernement de céder une action minoritaire dans un partenariat stratégique. Aussi, une option de donner place à une participation stratégique du secteur privé est envisagée d'ici octobre prochain. (Les Nouvelles, p. 4)

Communauté internationale

MADAGASCAR/BAD : VERS L'ELABORATION D'UN « DOCUMENT STRATEGIE PAYS »

Le Président de la Banque Africaine de Développement, Akinwumi Adesina est en visite au pays pendant trois jours. Son entrevue, hier, avec le ministre malgache des Finances et du Budget, a porté sur l'élaboration d'un « Document stratégie pays » pour les cinq prochaines années. L'objectif sera de faire prospérer le secteur agricole, d'encourager l'accès aux financements des femmes et des jeunes ; de renforcer la coopération régionale au niveau notamment de la SADC et du COMESA, et de renforcer les infrastructures qui favorisent le développement économique. Le ministre n'a pas manqué, de son côté, de plaider pour l'expansion du domaine des énergies renouvelables. La BAD, quant à elle, s'appuie surtout sur le secteur agricole, dans la mesure où Madagascar dispose de 36 millions d'hectares de surface cultivables, mais seulement 10 % sont exploitées. (Midi Madagasikara, p. 4 ; Madagascar-Laza, p. 7 ; La Gazette de la Grande Île, p. 9) Or, dans le cadre de sa politique de grand investissement agricole, la Grande Île a cédé 3,7 millions d'hectares de terres arables, par vente ou par location depuis l'année 2000. Madagascar figure, ainsi, au premier rang des pays africains ayant cédé la plus grande superficie de leurs terres agricoles aux investissements internationaux en agriculture. Les investisseurs ayant le plus accédé à la propriété foncière en Afrique sont les Chinois. C'est ce qui ressort d'une étude menée par Thinking Africa, qui a publié son classement hier.

- L'arrivée au pays du président de la BAD démontre que les étrangers commencent à vouloir investir à Madagascar. Or, la politique du gouvernement malgache en la matière semble floue. Les conditions requises auprès de ces investisseurs ne sont pas claires, si bien que ces investissements sont parfois à l'origine de conflits sociaux. (Tia Tanindrazana, p. 2)
- « Classement Thinking Africa : Madagascar, premier pays qui brade ses terres ! », titre d'emblée **Madagascar Matin** (p. 4). Certains voudraient voir en cet investissement agricole, une opportunité d'user des capitaux étrangers pour réellement lancer le développement économique du pays. Pourtant, Thinking Africa estime qu'il s'agit d'« un choix cornélien, une mainmise de l'étranger sur une partie du patrimoine, qui constitue une aliénation de la souveraineté, un véritable accaparement honteux des terres agricoles qui pourraient être mises en valeur par d'autres moyens ».

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Format de couverture

*Ralantonisainana Zafindrakoto, porte-parole du parti FSB a adressé une lettre ouverte sous la forme d'une annonce publicitaire dans le journal **Midi Madagasikara** (p. 13). A travers cette lettre, ce politicien demande au Président de la République de démissionner de son poste et d'anticiper une élection présidentielle. Ralantonisainana Zafindrakoto note qu'il sera difficile pour le Chef de l'Etat, durant l'exercice de son mandat, de réaliser toutes ses promesses. Il pointe du doigt l'insécurité ambiante, la non-maîtrise des trafics de bois de rose, la hausse des produits de première nécessité, la forte intensité de la corruption et le muselage de toute forme d'expression.*

Style et déontologie

*Le journal **L'Observateur** (p. 2) utilise des propos belliqueux pour réagir à la déclaration de Hawa Ahmed Youssouf, de l'Union africaine, qui s'est prononcé sur l'inopportunité d'une élection présidentielle anticipée. Dans son éditorial intitulé « L'Union africaine est-elle encore utile ? », l'éditorialiste écrit notamment : « Les Malagasy ne sont pas les derniers des cons sur terre pour ne pas comprendre que seule une discussion autour d'une table ronde pourrait dénouer toute crise. Et de votre côté madame, vous avez encore le culot de parler de réconciliation nationale ».*

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

